



---

## **Accord-cadre de travaux : Accord-cadre multi-attributaires de travaux d'électrification rurale et d'éclairage public**

---

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

### **ANNONCE LEGALE**

**Maître d'ouvrage :**

**COLLECTIVITE DE SAINT BARTHELEMY  
GUSTAVIA  
97133 SAINT BARTHELEMY**

**Conducteur d'opération :**

**Services Techniques Territoriaux  
Collectivité de Saint-Barthélemy  
Gustavia  
97133 SAINT BARTHELEMY**

**Pouvoir adjudicateur :**

Désignation :

Collectivité d'Outre-Mer de Saint-Barthélemy

BP113

La Pointe Gustavia

97098 Saint-Barthélemy

Téléphone : 05.90.29.80.40

E-Mail : [commande.publique@comstbarth.fr](mailto:commande.publique@comstbarth.fr)

Statut : Collectivité d'Outre-Mer

Activité(s) principale(s) :

- Services généraux des administrations publiques

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

**Profil d'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

L'avis concerne un accord-cadre.

**Objet de l'accord-cadre :**

Accord-cadre multi-attributaires de travaux d'électrification rurale et d'éclairage public pour les prestations désignées ci-dessous :

- Les travaux liés aux réseaux électriques basse tension et haute tension
- La réalisation de poste électriques
- Les travaux d'éclairage public - réseaux de téléphonie et caméra
- Les travaux liés à l'installation des décorations de Noël

Accord-cadre couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

Type d'accord-cadre de travaux : Exécution

Forme de l'accord-cadre : Accord-cadre à marchés subséquents

**Lieu principal d'exécution :**

Collectivité de Saint-Barthélemy

97133 SAINT-BARTHELEMY

**CPV global à la consultation**

**CPV principal :** 45231400-9

CPV additionnel 1 : 45316100-6

Les prestations sont traitées par marchés subséquents soit :

- A prix forfaitaires
- A prix unitaires

Dévolution en accord-cadre unique.

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 6 000 000.00 euros HT.

L'accord-cadre prend effet à sa notification.

L'accord-cadre à une durée de 48 mois.

Le recours aux variantes n'est pas autorisé pour l'accord-cadre mais n'est pas exclu pour les futurs marchés subséquents.

Le règlement de consultation de chaque marché subséquent précisera cette modalité.

### **Interdiction de soumissionner**

L'acheteur, en vertu des articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique, peut exclure les candidatures se trouvant dans les situations qui y sont décrites, en particulier dans les cas qui suivent, sous réserve que dans un délai de 2 jours à compter de la réception d'un courrier l'y invitant, le candidat démontre qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements qui lui sont reprochés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation de l'accord-cadre public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

L'acheteur exclut les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un accord-cadre public antérieur.

L'acheteur exclut les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation de l'accord-cadre public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

L'acheteur exclut les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

### **Présentation de candidature :**

Dépôt classique : La candidature peut être faite au moyen des formulaires DC1 et DC2 (formulaires à jour sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou du DUME (document unique de marché européen, voir site :<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>).

### **Conditions de participation et moyens de preuve acceptables :**

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

#### **Aptitude :**

- L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant : Registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers

#### **Capacité économique et financière :**

- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.
- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel spécifique aux prestations objet de l'accord-cadre sur 3 ans.

#### **Capacité technique et professionnelle :**

- Mention des références travaux sur une période de 5 ans.
- Certificats de qualifications professionnelles, et tout moyen de preuve équivalent, correspondant aux habilitations pour travailler sur les réseaux électriques (basse tension et haute tension)

### **Procédure : Appel d'offres ouvert**

## **Critères d'attribution**

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères qui suivent, pondérés par points :

**1. Critère Prix des prestations** pondéré à 50 sur 100 points.

**2. Critère Valeur technique** pondéré à 50 sur 100 points.

**Règle instituant des notes éliminatoires** : La non remise d'un mémoire technique entraînera une note éliminatoire

## **Renseignements d'ordre administratif :**

Numéro de référence de l'accord-cadre : 26MF02

La présente consultation est une consultation initiale.

*Date d'envoi du présent avis à la publication* : 15/01/2026

*Date limite de réception des offres* : 18/02/2026 à 12:00 (Heure de Saint-Barthélemy)

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## **Délivrance du DCE**

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur :

<https://www.marches-securises.fr>

## **Modalités essentielles de financement et de paiement :**

Le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.

Règlement par mandat administratif.

Modalités de financement des prestations : Sur fonds propres.

## **Avis périodique :**

Il ne s'agit pas d'un accord-cadre renouvelable.

## **Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire de l'accord-cadre :**

Après attribution, aucune forme de groupement ne sera exigée.

Les candidats sont autorisés à présenter une offre, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel
- en qualité de membre de plusieurs groupements dès lors qu'ils ne sont pas mandataires

Le candidat qui se présenterait à titre individuel et comme mandataire d'un groupement verra ses deux offres rejetées d'office.

## **Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal Administratif de Saint-Barthélemy

## **Service pour renseignements sur recours**

Greffe du Tribunal Administratif de Saint-Barthélemy

34 Chemin des Bougainvilliers - Cité Guillard

97100 BASSE-TERRE

Tél : 05 90 38 49 00

Fax : 05 90 81 96 70

Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradm.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradm.fr)

Adresse Internet (URL): <http://saint-barthelemy.tribunal-administratif.fr>

### **Conditions de remise des candidatures**

Les candidatures ou offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures ou offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des candidatures ou offres sera ouverte.

Les candidatures ou offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- Par transmission électronique à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr>
- La présentation sur un support physique se fait soit par :
  - L'envoi par voie postale (lettre recommandée avec accusé réception),
  - La remise contre récépissé, à l'adresse suivante :

Service de la Commande Publique de la Collectivité de Saint-Barthélemy  
La Pointe Gustavia  
BP 113  
97098 SAINT-BARTHÉLEMY Cedex

• Sous pli cacheté portant les mentions :

« Offre pour : Accord cadre de travaux d'électrification rurale et éclairage public - NE PAS  
OUVRIR »

### **Signature des documents transmis par le candidat**

L'acheteur exige que les opérateurs économiques signent électroniquement le DUME (électronique) ou documents équivalents (DC1 et DC2).

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) électroniquement tant à la réception des offres, que lors de l'attribution.

En cas de signature électronique volontaire des documents de la candidature ou de l'offre de la part des candidats, celle-ci se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES. La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations de signature que ceux transmis par voie électronique. Si la copie de sauvegarde est présentée au moyen d'un support papier, la signature est manuscrite. Si le support est de nature électronique, la signature est électronique.

### **Autres Informations**

**Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.**